



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 2017-75**

Séance du 27 juillet 2017

Président de séance : MEISSONNIER Jean-Luc Secrétaire de séance : David RIBEIRO	Convocation : 20 juillet 2017
Nombre de membres en exercice : 28	Nombre de membres présents ou représentés : 22

Présents : MEISSONNIER Jean-Luc – PERRIER Thierry – BASSO Béatrice – GAUTIER Sandrine – KASZUBA Christophe – MONIN Séverine – CONTENSEAU Carole – RIBEIRO David – SUAY Régine – MARTY Philippe – DESTAILLATS Aline – CORDEAU Damien – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – MAZOLLIER Elisabeth – JODAR Mélissa – MARTINEZ Mickaël – DUCAMP Ludovic – DE LA CLERGERIE Jean-Luc

Pouvoirs : SOULIER Alain pour RODENAS François – VANGREVELYNGHE Patricia pour BASSO Béatrice – DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc

Absents : ARMAND Aurélie – FOUREL Sylvain – RAMORA Anna – SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane – PEETERS Fabien

**N° 2017 – 75 : DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉCLARATION D'UTILITÉ
PUBLIQUE DU PARC GÉRARD BRUYÈRE**

Monsieur Thierry PERRIER, Adjoint au Maire délégué au personnel municipal et à la relation usager rapporte que le dossier de création du parc Gérard Bruyère a été approuvé par délibération de la commune du 15 octobre 2009. Dans les mêmes formes, le Conseil Municipal a approuvé le 10 juin 2012, la demande de déclaration d'utilité publique et de cessibilité des parcelles nécessaires à l'opération.

Le futur parc Gérard Bruyère, d'une surface de 12 ha, offrira aux habitants de la commune et de la Métropole, un espace de loisir et de détente et contribuera à la lutte contre les inondations. Les partis pris d'aménagement reposent sur trois points :

- Utiliser le plan d'eau comme bassin d'écroulement des crues,
- Répondre au besoin d'espace public sur la Ville,
- Créer une structure sportive innovante et originale.

Les enquêtes publiques conjointes se sont déroulées du 17 octobre au 18 novembre 2011 et se sont conclues par un avis favorable du commissaire enquêteur qui a déposé son rapport à la Préfecture de l'Hérault le 2 janvier 2012.

Par délibération du 10 septembre 2012, la déclaration d'intérêt général du projet a été prononcée par le Conseil Municipal.

Par arrêté 2012-I-2379 du 29 octobre 2012, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré les travaux d'aménagement d'un plan d'eau et de loisirs et de lutte contre les inondations d'utilité publique et a reconnu les parcelles nécessaires à la réalisation du projet cessibles en urgence.

La déclaration d'utilité publique de ce projet est aujourd'hui confirmée et devenue définitive suite au jugement du Tribunal administratif de Montpellier du 05 mai 2015, conforté par l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 07 novembre 2016 et par la décision du 19 juillet 2017 de non admission du pourvoi formé à son encontre par une indivision.

L'ultime reconnaissance de cette utilité publique et de la déclaration d'intérêt général du projet, conforte la commune à poursuivre l'opération.

L'ensemble des contentieux qui ont été menés contre la commune ont eu un impact très significatif sur le délai de réalisation du projet, tel que détaillé dans le dossier de DUP.

En conséquence, dans la mesure où cette dernière a une durée de validité de cinq ans, il convient aujourd'hui d'en demander la prorogation pour une nouvelle durée de cinq ans conformément au Code de l'expropriation.

La demande de prorogation porte à la fois sur la continuation des travaux et la finalisation de la phase cessibilité / acquisitions foncières / transfert de propriété.

Pour ces raisons, en application de l'article L. 121-5 alinéa 1 du Code de l'expropriation, la Ville sollicite de Monsieur le Préfet de l'Hérault une prorogation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique en date du 29 octobre 2012 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 29 octobre 2022.

Il est en ce sens proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Accepter le principe de la demande de prorogation de la validité de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n°2012-I-2379 ;
- Autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault une prorogation de la validité de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n°2012-I-2379 des travaux d'aménagement et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'un plan d'eau et de loisirs et de lutte contre les inondations pour une durée de 5 ans, et tout acte s'y rapportant ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte relatif à cette affaire.

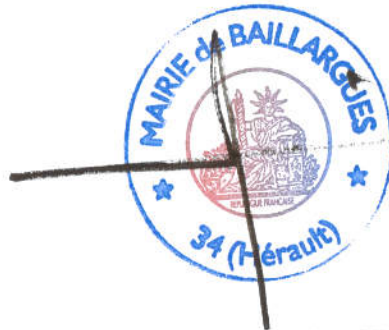
Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Thierry PERRIER et après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **ACCEPTE** le principe de la demande de prorogation de la validité de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n°2012-I-2379 ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault une prorogation de la validité de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n°2012-I-2379 des travaux d'aménagement et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'un plan d'eau et de loisirs et de lutte contre les inondations pour une durée de 5 ans, et tout acte s'y rapportant ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout acte relatif à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus,
Pour extrait conforme, le 28 juillet 2017.

Le Maire,



Jean-Luc MEISSONNIER

Envoyé en préfecture le 28/07/2017

Reçu en préfecture le 28/07/2017

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20170728-DM_2017_75-DE